

Face au rejet que suscitent ses décisions, isolé, Gabriel Attal multiplie les provocations et enfonce le clou sur le « choc des savoirs »

Plutôt que de répondre à la colère générale provoquée par les suppressions de postes et les fermetures de classes, les 700 millions de coupes budgétaires, les contre-réformes, le gel du point d'indice, Gabriel Attal continue de mettre la pression sur l'École publique et ses personnels.

Sur le « choc des savoirs », contre lequel les personnels sont toujours plus mobilisés, le Premier ministre enfonce le clou : « les groupes de niveaux seront la règle à la rentrée ».

Comme à la rentrée 2023, il tente de camoufler son entreprise de destruction avec sa rengaine : « la laïcité est plus que jamais menacée à l'École ». Après les équipes « valeurs de la République » de M. Blanquer, voici les « cellules d'appui pédagogiques » de M. Attal, pour culpabiliser les personnels qui ne feraient pas respecter « les valeurs de la République ». Est-ce pour faire respecter ces « valeurs » que le Rectorat de Créteil convoque 4 enseignants d'un lycée à Sevrans qui ont participé avec leurs élèves à une vidéo où ils réclament plus de moyens pour leur établissement en voie d'effondrement ?

Non, Monsieur Attal, les professeurs n'acceptent pas cette école de la mise au pas. Ils ne demandent pas à être investis des mêmes missions que les « forces de l'ordre » pour imposer ce qui s'apparente à une idéologie d'État. Ils ne demandent pas non plus à être associés à l'armée dans le cadre du SNU, dont le président Macron annonce la généralisation sur le temps scolaire. Ils refusent de participer à la mise en place du tri scolaire qui condamnerait des milliers d'élèves à l'échec et à l'exploitation dès le plus jeune âge.

Ce que veulent les personnels, c'est pouvoir instruire. C'est le respect de leur dignité, de leur statut, de leur indépendance pédagogique, protégée par des corps d'inspection eux-mêmes indépendants, sans manuels scolaires imposés par l'État, avec une médecine du travail réelle et le retour des CHSCT. Ils veulent de petits effectifs par classes, et une vraie revalorisation par l'augmentation du point d'indice pour tous, le tout dans des locaux salubres et agréables, sans encadrement de leur liberté syndicale, sans restriction du droit de grève. Ils veulent l'abandon des groupes de niveaux.

Les personnels sont de plus en plus nombreux à suivre la mobilisation puissante initiée en Seine-Saint-Denis, avec le soutien des parents d'élèves.

Partout s'exprime la même recherche : comment gagner ? Comment les arrêter ?

Dans ce contexte, la FNEC FP-FO constate que se multiplient les appels à faire grève le 19 mars et à en faire autre chose qu'une journée d'action sans lendemain.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir en AG et à décider collectivement la grève pour gagner sur leurs revendications.

Montreuil, le 15 mars 2024